

"Au fil du SDIS"

La lettre d'information du service départemental d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir

Numéro 11

BÂTIMENT

► **Le projet du nouveau centre de secours principal de Chartres**
Situé sur l'ancienne base aérienne 122 à Champhol, le futur centre de secours promet d'être fonctionnel et adapté aux missions des sapeurs-pompiers.

Construite en 1957, la caserne répondait à l'époque à des besoins correspondant à environ 1000 interventions par an avec des logements pour 14 sapeurs-pompiers volontaires et huit véhicules opérationnels. Ce n'est plus le cas aujourd'hui avec 144 sapeurs-pompiers, 37 véhicules et plus de 7 100 sorties annuelles. Les bâtiments sont devenus vétustes et inadaptés, les sapeurs-pompiers chartains attendent impatiemment le nouveau centre de secours principal.

Le premier projet date de 1971. En effet, le capitaine **Yves CHORT**, chef du centre de secours principal de Chartres, a été le premier à demander un déménagement de la caserne. Il faudra ensuite attendre 2009 pour que le Conseil général et le SDIS valident ensemble le choix de la base aérienne à Champhol.

En mai 2010, le Conseil général a lancé une procédure de concours pour le choix de l'architecte.

C'est le projet du **cabinet Lucet et Lorgeoux** qui a été retenu parmi les trois propositions reçues.

Le Conseil général, le SDIS et le cabinet d'architecture élaborent actuellement l'avant-projet définitif. Le dépôt du permis de construire est la prochaine étape avant le lancement des appels d'offres.

D'une superficie de 7 000 m², le nouveau centre permettra d'accueillir le personnel de garde postée avec 30 chambres. Le projet comprend également une remise pour abriter les 36 véhicules opérationnels, les locaux administratifs et techniques, une aire extérieure pour la pratique sportive, une salle de musculation, etc. Prévue sur une durée de 18 mois, la construction permettra l'intégration des sapeurs-pompiers dans leurs nouveaux locaux à la fin de l'année 2013.

Parallèlement, le CS Lucé sera agrandi pour permettre l'accueil de gardes postées des sapeurs-pompiers professionnels en journée et des sapeurs-pompiers volontaires la nuit. Ainsi, douze sapeurs-pompiers professionnels seront recrutés au cours de l'année 2013.

Le montant total de l'opération est estimé à près de 20 millions d'euros.

► **Les accidents de travail**

La lettre d'information du SDIS 28
7, rue Vincent Chevard
28000 Chartres

Directeur de la publication :
Colonel Dominique Vandenhove

Rédacteur en chef :
Lieutenant-colonel Vincent Allard

Comité de rédaction :
Frédéric Alexandre
Jennifer David
Catherine Lessot
Sylvain Monsimier
Service communication

Avec la participation de :
Sylvie Cornet et Émilie Lopez

Réalisation :
Service communication

Crédit photo :
A. Bujak
P. Bouard
F. Zimmermann
M. Dorard
C. Georget
V. Lecomte
J. Née
D. Suzanne
Conseil général
Chartres Métropole
Mairie de Dreux
F. Chéhu

Impression :
Imp. Chauveau

Tirage :
4000 exemplaires

N°ISSN :
1968-2891

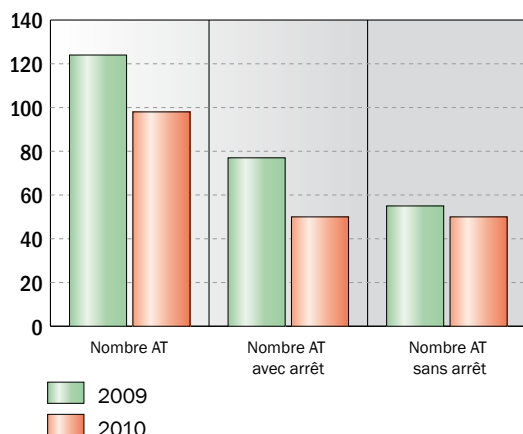
Dépôt légal :
Déc. 2007



Les accidents de travail

Le SDIS 28 voit le nombre d'accidents de travail depuis quelques années diminuer de manière significative. Toutefois, ces chiffres restent élevés et il est important de prendre conscience des dangers liés à nos activités. Après l'analyse des différents incidents recensés dans le département, « Au fil du SDIS » fait le point sur les procédures à suivre lors d'un accident de travail.

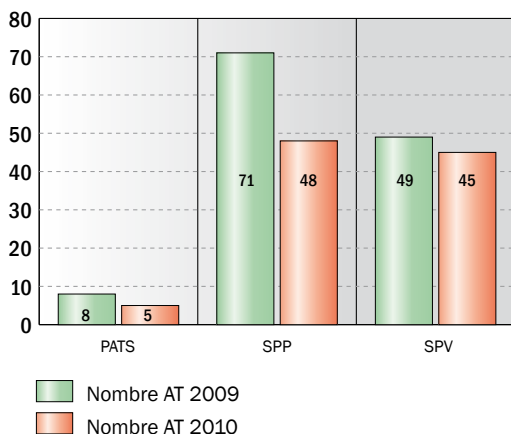
Nombre d'accidents



Le nombre d'accidents de travail au SDIS 28 a baissé depuis 2010. **En 2010, le SDIS comptait 98 accidents de travail alors qu'en 2009, on en recensait 128.**

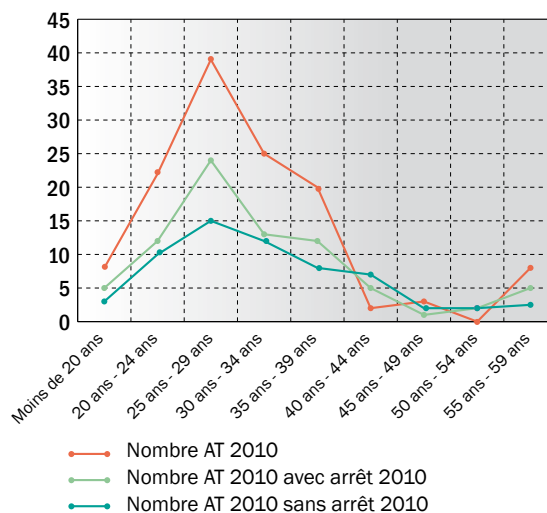
Si la fréquence des accidents diminue, la gravité en revanche est beaucoup plus importante. En effet, le nombre de jours d'arrêt sur les années 2009 et 2010 est sensiblement le même, **3 800 jours**, pour un nombre d'accidents inférieur en 2010.

Nombre d'accidents par catégorie SPP, SPV et PATS



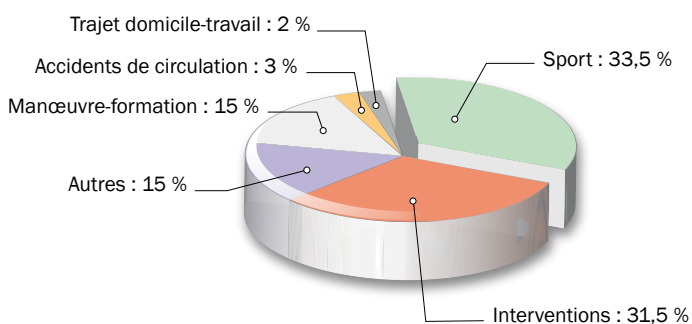
Les sapeurs-pompiers professionnels sont les plus touchés par les accidents de travail même si le nombre a baissé de **32 %** par rapport à 2009.

Nombre d'accidents par tranche d'âge



Le nombre d'accidents par tranche d'âge se répartit de la même manière suivant les catégories définies (*arrêt et sans arrêt*). **À partir de 40 ans**, on peut observer une nette diminution du nombre d'accidents.

Répartition par circonstance des accidents



Les accidents restent élevés en intervention et en sport. À l'inverse, on observe peu d'accidents lors du trajet domicile-travail.

Protection des sapeurs-pompiers

La protection sociale varie en fonction des personnels et comporte deux catégories. L'une s'adresse aux agents de la fonction publique territoriale, c'est-à-dire les sapeurs-pompiers professionnels et les personnels administratifs et techniques, on parle alors d'**accident de travail**. L'autre concerne les sapeurs-pompiers volontaires, on évoque alors un **accident en service commandé**.

Dans tous les cas, toutes les déclarations d'accident doivent être correctement renseignées et de manière très précise. Il est indispensable de fournir les justificatifs demandés afin d'assurer un suivi rapide et efficace des dossiers. Pour les sapeurs-pompiers volontaires, en cas de dossier incomplet, aucun prestataire de soins ne sera réglé et aucune indemnisation journalière ne sera versée.

Lors d'un accident, il convient de le déclarer très vite et ... bien.





La déclaration d'accident



La gestion des dossiers d'accidents des sapeurs-pompiers volontaires occasionne un certain nombre de difficultés.

On observe des retards significatifs dans la transmission des documents ainsi qu'une incompréhension des procédures à suivre.

Le retard de transmission de certaines pièces administratives a des implications sur le traitement du dossier et peut avoir des répercussions financières pour le sapeur-pompier volontaire ou pour les prestataires (pharmacien, kinésithérapeute, ...).

Compte tenu de l'ensemble des difficultés rencontrées, les procédures de traitement des dossiers d'accident en service commandé ont été modifiées au cours du 1^{er} trimestre 2011.

Ces documents sont regroupés dans une *pochette* et sont destinés à chaque sapeur-pompier victime d'un accident en service commandé. Elle contient :

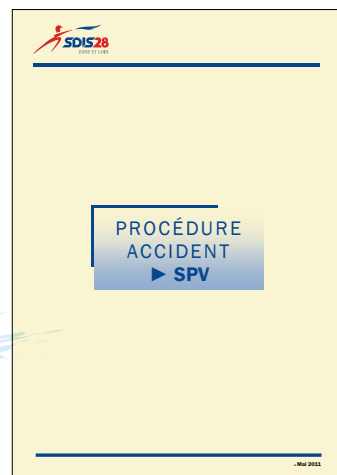
- > une feuille d'accident et de prise en charge conforme au statut du sapeur-pompier ;
- > une feuille de déclaration d'accident ;
- > la procédure à suivre en cas d'accident ;
- > la procédure interne qui permettra au gestionnaire et au chef de centre de suivre l'évolution du dossier en suivant les documents à transmettre.

La déclaration d'accident et le certificat médical initial sont les deux documents à transmettre impérativement au groupement territorial concerné dans les quarante-huit heures.



Nouvelle procédure, mode d'emploi

Ce document informe les sapeurs-pompiers volontaires sur la procédure à suivre lors d'un accident en service commandé. Il indique la liste des documents dont le SDIS aura absolument besoin pour transmettre la déclaration à l'assureur. Il est rappelé, entre autres, **l'interdiction de fournir sa carte vitale, quel que soit le prestataire.**



La procédure, ci-dessous, permet aux sapeurs-pompiers volontaires de repérer les documents à transmettre pour la constitution de leur dossier accident.

SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE

Ce que vous devez faire en cas d'accident en service commandé :

- Déclarer votre accident auprès de votre chef de centre.
- Vous munir de la pochette « **Procédure accident SPV** » (disponible auprès de votre centre ou dans les véhicules), qui comprend l'imprimé de déclaration d'accident (feuille verte - **doc. 1**) ainsi que des feuilles d'accident et de prise en charge (feuille bleue - **doc. 3**).
- Dès que le médecin vous a examiné, il doit **impérativement** vous fournir un **certificat médical initial** d'accident du travail avec les constatations des lésions (feuille violette - **doc. 2**).
- Les imprimés (**doc. 1 et 2**) devront être adressés à votre groupement **dans un délai de 48 h**.

Un délai supplémentaire peut vous être accordé pour l'envoi de la **copie de l'attestation d'assuré social de votre assurance maladie (doc. 4)**. L'absence de cette attestation au dossier ne doit en aucun cas bloquer l'envoi des autres documents.

Doc. 1

Doc. 2

Doc. 3

Doc. 4

Afin d'entreprendre toutes démarches de **remboursement** des divers praticiens (médecins, pharmaciens, kinés, etc.) auprès de votre assureur, il est impératif d'obtenir les quatre documents représentés ci-dessus.

Une feuille d'accident et de prise en charge (**doc. 3**) devra être donnée à **chaque prestataire** afin que les frais soient remboursés par l'assureur. **Celle-ci remplace l'utilisation de votre carte vitale.**

(EN AUCUN CAS VOUS NE DEVEZ FOURNIR VOTRE CARTE VITALE).

Si vous avez un arrêt de travail, il faut joindre à la déclaration d'accident :

- la copie lisible du 1^{er} volet du certificat initial accompagné des 3 derniers bulletins de salaire qui ont précédé l'accident ou l'attestation de Pôle Emploi ou la déclaration sur l'honneur de non revenu ;
- l'attestation de salaire pour le paiement des indemnités journalières dûment complétée par votre employeur et un certificat de celui-ci si vous avez subi une perte de salaire ;
- envoyer à votre organisme de sécurité sociale l'original des volets 1 et 2 du certificat médical (pour percevoir les indemnités journalières) ;
- conserver le volet 3 et transmettre le dernier volet à votre employeur.

Informations complémentaires

Avant une hospitalisation ou un examen prévu **dans ou en dehors du département**, il est impératif de prévenir le SDIS afin d'obtenir l'avis de l'assureur pour une éventuelle prise en charge des frais (des justificatifs seront exigés).

POUR TOUTES QUESTIONS CONCERNANT VOTRE DOSSIER, VOUS POUVEZ JOINDRE LE SDIS AU 02 37 91 86 86 (GROUPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES).

Voir au verso ⇨

Pôle ressources humaines – Groupement des ressources humaines
Service sapeurs-pompiers volontaires

Mai 2011 | Page 1 sur 2

Hôpital
(médecin urgentiste)

ou

Médecin
(généraliste)

Pharmacie

Kinésithérapeute
Soins infirmiers

Laboratoire
Radiologie

Je présente :

la feuille d'accident et de prise en charge

la feuille d'accident et de prise en charge et la prescription médicale (originale)

la feuille d'accident et de prise en charge et la prescription médicale

Je récupère :

Je ne suis pas hospitalisé :

le certificat médical INITIAL
+ la prescription médicale

Je suis hospitalisé :

À mon arrivée :

- Le bulletin de situation indiquant ma date d'entrée
- Un **certificat** bulletin de situation précisant ma date de sortie + le certificat médical INITIAL ou de PROLONGATION

LA FEUILLE D'ACCIDENT ET DE PRISE EN CHARGE DÛMENT COMPLÉTÉE AU RECTO/VERSO

- le certificat médical INITIAL mentionnant les lésions constatées
- la prescription médicale
- la feuille de soins dûment complétée

- la feuille de soins dûment complétée **avec signature**
- la prescription médicale

- l'original de la demande d'entente préalable (spécifique au kiné)
- la prescription médicale
- la ou les feuille(s) de soins dûment complétée(s)

- la note d'honoraires ou la facture détaillée
- la prescription médicale
- la ou les feuille(s) de soins dûment complétée(s)

En cas d'arrêt de travail :

- je donne une copie lisible du 1^{er} volet au chef de centre ou au groupement ;
- j'adresse les volets 1 et 2 à mon organisme de sécurité sociale (CPAM, MSA, ...)
- je conserve le volet 3 ainsi qu'une copie du volet 1 ;
- je transmets le volet 4 à mon employeur.

En cas de soins uniquement :

- je fais une copie du volet 1 et j'adresse l'intégralité du certificat médical au chef de centre ou au groupement.

À l'issue de la formation d'adjudant de sapeur-pompier volontaire d'octobre 2010, un retour d'expérience a été mené auprès des stagiaires. L'objectif était d'optimiser la formation pour répondre au mieux à leurs besoins opérationnels.

Ce retour a permis au groupement formation-sports de mettre en place un nouveau dispositif similaire à la FAE de chef d'agrès avec un découpage en trois parties.



La première partie, appelée **module A**, se compose de deux jours et revient sur toutes les connaissances qui doivent être maîtrisées à l'entrée de la formation. Elle se déroulera **les 17 et 18 octobre prochains**.

Le module B, d'une durée de six mois va permettre aux stagiaires de revenir sur leurs acquis et leurs pratiques, de s'organiser en fonction de leurs disponibilités, ainsi que de participer aux différentes manœuvres organisées par les groupements territoriaux. Ce dispositif de révisions est une possibilité offerte aux stagiaires pour appréhender au mieux la formation et être en condition de réussite.

Enfin, **le module C** qui aura lieu **du 16 au 20 avril 2012** aura pour but de dispenser les enseignements nécessaires pour assumer les missions d'encadrement qui incombent aux adjudants de sapeurs-pompier volontaires.

► **Au final, cette formation valorise la pratique et l'aspect opérationnel. Notons qu'il s'agit d'une formation avec évaluation formative donc sans examen final.**

ÉQUIPEMENT

VSAV 2011 : du bi-brancard au mono-brancard

Le plan d'équipement de 2011 prévoit le renouvellement de 5 véhicules de secours et d'assistance aux victimes. Les châssis ont déjà été acquis par le SDIS en 2010. Il s'agit de Renault Master de dernière génération, dotés d'évolutions techniques importantes dans la gamme des véhicules utilitaires : *augmentation de la capacité du réservoir, meilleur confort de conduite...* Ces évolutions ont toutefois sensiblement fait augmenter le poids à vide de ce châssis.

La norme NF EN 1789 relative à l'aménagement des VSAV, dite « *norme 10 G* », impose des ancrages et fixations de matériels plus résistants, nécessitant là aussi l'emploi de matériaux plus lourds pour leur réalisation.

Ces deux facteurs mis en commun impactent directement la masse disponible pour réaliser l'équipement tout en respectant la masse maximale autorisée en charge de 3,5 tonnes permettant la conduite des VSAV avec un permis VL.

Les études préalables au lancement du marché 2011 ont rapidement démontré qu'il était désormais impossible de réaliser un VSAV avec le niveau de finition et d'équipement que nous connaissons aujourd'hui en tenant compte des évolutions techniques et réglementaires décrites ci-dessus.

Plusieurs solutions ont été étudiées pour y parvenir, et présentées au directeur départemental.

Après avoir estimé le taux d'utilisation des VSAV en version « *2 victimes allongées simultanément* », il a décidé de réaliser les équipements de VSAV en version mono-brancard. Ce choix permet ainsi de conserver la fonctionnalité développée et affinée de plusieurs de nos VSAV dans le respect des limitations de poids imposées par le code de la route.

► **Ces VSAV arriveront dans les unités opérationnelles dans le courant du 1^{er} semestre 2012.**



Interventions en images



Feu de menuiserie à La Bazoches-Gouët

• Moyens engagés :

Bazoches-Gouët : CCF et VTU

Authon-du-Perche : CCF et VTU

Arrou : FPT

Brou : FPT

Nogent-le-Rotrou : EPA, VPCE, DATT, VARIV et l'officier de permanence

• Bilan :

Extinction au moyen de 3 LDV 500 et d'une petite lance.

Trois employés au chômage technique.



Feu d'habitation à Bréchamps

• Moyens engagés :

Nogent-le-Roi : FPT

Faverolles : CCF

Dreux : FPT, EPA, VARIV et l'officier de permanence

• Bilan :

Extinction au moyen de 2 LDV 500.



Accident de circulation à Bonneval impliquant un poids lourd et un ensemble agricole

• Moyens engagés :

Châteaudun : 2 VSAV, VSR et l'officier de permanence

• Bilan :

Deux blessés légers.



Feu d'une casse automobile de 2 400 m²

• Moyens engagés :

Gallardon : FPT

Auneau : EPA et CCF

Châteaudun : CCGC

Chartres : FPTMO, DATT, VARIV, VPC, RE REPLU et l'officier de permanence

• Bilan :

Extinction au moyen de 7 LDV 500 dont 1 sur EPA.

Rappel de conduite

Les accidents de la route sont la première cause de mortalité en service commandé pour les sapeurs-pompiers. Les accidents se produisent essentiellement (76%) lors des trajets pour se rendre sur les lieux de l'intervention ou pour regagner le centre de secours lors d'un rappel « bip ».

L'analyse de ces accidents met en cause, de façon quasiment systématique, un ou plusieurs des éléments suivants :

- surestimation de l'urgence de la mission ;
- vitesse inappropriée aux circonstances ;
- franchissement d'intersections ;
- dépassement de véhicules tiers.



Ce constat amène le SDIS 28 à préciser les règles de conduite élémentaires qui doivent permettre d'assurer au mieux les missions de secours, selon leur degré d'urgence, et de protéger les usagers de la route, les victimes transportées et les personnels du service. Il est indispensable de rappeler que toutes les interventions ne justifient pas une prise de risque.

La grande diversité des interventions impose leur classification selon leur degré d'urgence, induisant de fait les comportements à adopter par le conducteur. Ce dernier, guidé par le chef d'agrès, doit s'adapter au degré d'urgence de la mission. C'est pourquoi, la note de service DIR NP 2011-013, précise les missions urgentes et non-urgentes.

Il est rappelé également que le port de la ceinture est indispensable et ce, en toutes circonstances.

La note de service indique aussi les dérogations au code de la route quant à la vitesse avec certaines précautions de sécurité.

Chaque conducteur doit adapter sa conduite à l'état de la route. Lorsque la chaussée est humide, glissante et/ou de mauvaise qualité, il est indispensable de réduire sa vitesse et d'augmenter les distances de sécurité. Il en est de même en cas de visibilité réduite (brouillard, etc.). En cas de visibilité inférieure à 50 mètres, il est généralement conseillé d'abaisser sa vitesse de circulation aux environs des 50 km/h quel que soit le type de réseau routier.

Détachement pour le G8

Les 26 et 27 mai s'est déroulée à Deauville la 37^{ème} édition du G8. Dans le cadre du dispositif de sécurité, 17 sapeurs-pompiers euréliens sont partis prêter main forte au SDIS du Calvados, sous la direction du commandant Mickaël LECOQ. Parti le 24 mai, un premier groupe composé de 5 agents était logé à Pont-l'Évêque alors que le second groupe, de 12 agents, était basé au centre de secours de Lisieux. Pas moins de 650 sapeurs-pompiers ont été mobilisés pour l'occasion.



Le marquage a commencé !

Beaucoup d'entre vous ont dû constater le nouveau marquage sur les véhicules du SDIS. En effet, depuis le début du mois de mai, le groupement des services techniques a commencé à appliquer le nouveau logotype sur tous les véhicules sortant de l'atelier départemental. En trois mois, 40 véhicules ont bénéficié de ce nouveau marquage.



Les travaux en cours...

Les travaux de réhabilitation du CS Brezolles ont commencé à la fin du mois de juillet. Il est prévu la création d'un vestiaire, d'un local de désinfection de VSAV ainsi que la réalisation d'une travée supplémentaire.

Quant au nouveau CS de Saint-Rémy-sur-Avre, les travaux sont en cours d'achèvement et les sapeurs-pompiers pourront emménager avant la fin de l'année.